

nous nous rendons compte de l'importance du sujet, et que nous allons nous efforcer, par le moyen de nos bons offices ou autrement, de faire tout en notre pouvoir pour résoudre la difficulté.

#### DEMANDE DE RAPPORTS.

M. A. A. LEFURGEY : M. l'Orateur, je désire faire observer qu'en plusieurs occasions ayant eu des questions sur le feuilletton, j'ai été prié de les mettre dans les avis de motion. Dans plusieurs cas, j'y ai consenti. J'avais une question sur le feuilletton des ordres hier, à laquelle le ministre intéressé n'aurait eu que fort peu de difficulté à répondre, et on m'a prié de proposer plutôt la production en règle d'un rapport. Je sais un peu ce que c'est que de demander la production de rapports. Comme je le faisais remarquer, hier, j'ai demandé la production de certains documents le 25 avril, et je n'ai pas encore reçu de réponse. A cette période de la session, où il est probable que ces motions ne pourront pas être appelées de nouveau, il n'est pas juste de me demander de mettre avec les motions une question qui n'entraîne pas plus de recherches que celle que j'avais au feuilletton d'hier. Je demanderai au premier ministre de faire mettre de nouveau cette question sur le feuilletton et d'y faire donner une réponse.

Sir WILFRID LAURIER : Mon honorable ami dit qu'il a demandé la production de certains documents, le 25 avril. Veut-il parler de ceux relatifs aux travaux de Murray-Harbour ?

M. LEFURGEY : Oui.

Sir WILFRID LAURIER : Eh bien, l'avis de motion fut donné le 25 avril ; mais mon honorable ami a demandé la production des documents le 31 mai seulement. Quand mon honorable ami signala l'affaire à mon attention, ce jour-là, j'écrivis aussitôt au ministère des Chemins de fer, et voici la réponse que je reçus :

Je constate que les seules demandes que nous ayons reçues de documents relatifs aux travaux de Murray-Harbour et du pont de Hillsborough ont été celles présentées par M. Hackett, le 25 avril. La réponse à l'une d'elles a été transmise au secrétaire d'Etat, et l'autre est en préparation.

Je vois dans les Procès-verbaux, que la Chambre a émis, hier, un ordre pour la production d'un rapport demandé par M. Lefurgey ; et cet ordre n'a été transmis au département que ce matin. Le rapport sera préparé le plus tôt possible ; il va falloir écrire à Moncton pour obtenir les renseignements.

M. LEFURGEY : Le premier ministre fait erreur. J'ai bien demandé la production d'un rapport le 31 mai, mais ce n'était pas ce que j'avais demandé le 25 avril.

Sir WILFRID LAURIER : Oui, je sais ; ceux-ci ont été demandés par M. Hackett.

M. LEFURGEY : La première demande a été faite le 25 avril.

#### CHEMIN DE FER DU GRAND-TRONC-PACIFIQUE—COMMISSION RELATIVE A L'EMPLOI D'ETRANGERS.

M. R. L. BORDEN : J'ai demandé au gouvernement hier certains renseignements au sujet de l'emploi d'avocats dans la commission dirigée par le juge Winchester.

Sir WILFRID LAURIER : Je regrette de ne pouvoir répondre à mon honorable ami aujourd'hui. L'honorable directeur général des Postes s'est absenté de la ville et je ne l'ai pas vu depuis hier.

M. E. F. CLARKE : Le premier ministre voudra-t-il dire si des mesures ont été prises pour obtenir le compte rendu des témoignages qui seront donnés devant Son Honneur le juge Winchester ?

Sir WILFRID LAURIER : Je ne saurais dire. Il me faut répéter ce que je viens de dire à l'honorable chef de l'opposition : Je n'ai pas vu le directeur général des Postes depuis hier.

#### PRIMES AU PLOMB.

Le bill (n° 127) modifiant l'Acte relatif au paiement de primes au plomb contenu dans les minerais de production canadienne (sir Richard Cartwright) est lu une seconde fois, et la Chambre se forme en comité sur ce bill.

##### Article 1.

1. Est abrogé l'article 5 du chapitre 31 des statuts de 1903, intitulé "Acte à l'effet de pourvoir au paiement de primes au plomb contenu dans les minerais de provenance canadienne" et remplacé par le suivant :

5. Paiement de ladite prime pourra être effectué à l'égard de tout minerai plombifère extrait d'une mine située au Canada et livré à une usine canadienne le ou après le premier jour de juillet mil neuf cent trois ; et lesdites primes cesseront et prendront fin le trentième jour de juin mil neuf cent huit.

M. R. L. BORDEN : L'honorable ministre a promis de nous renseigner quant aux résultats comparatifs.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Il paraît que \$51,000 ont été payés jusqu'ici, ce qui représente 60 pour cent des demandes agréées. Bien entendu, il y a un grand nombre de demandes en suspens, et quelques-unes seront réglées aux termes des dispositions du présent acte, une fois voté. Je me suis enquis en vue de renseigner pleinement l'honorable député, mais je constate qu'il nous est à peu près impossible de savoir ce qui s'est fait ces années passées. Le fonctionnaire préposé à ce travail pense que le progrès est considérable ; mais il n'est pas en mesure d'obtenir des renseignements complets ; car l'acte n'a été en vigueur que quelques mois, et il n'a rien pour le guider quant à ce qui s'est fait naguère, si ce n'est son souvenir personnel.